

nalement le gouvernement américain au retrait de sa machine militaire du Vietnam, du Laos et du Cambodge.

Du fait que les trusts internationaux ne font plus que manipuler les Etats nationaux comme des moyens instrumentaux, l'Etat national n'a plus à sa disposition, pour une politique de conciliation, de médiation entre les intérêts de ceux qui dominent et les intérêts de ceux qui sont dominés, d'autre moyen que la violence.

A partir de là, un mouvement régionalement borné, politiquement diffus peut revêtir dialectiquement une pertinence stratégique — même s'il défend des résidus économiques indéfendables de la petite paysannerie et de la petite bourgeoisie. Ce qui est important, c'est sa dimension existentielle dans sa référence aux valeurs bourgeoises, — comprises comme le droit à la vie et au bonheur, qui amène leur protestation objectivement de notre côté et qui fait bouger la dialectique Etat-révolution contre le projet de l'Etat impérialiste de la figer.

Extraits des dépositions (d'après le procès-verbal) de deux prisonniers de la « R.A.F. », sur la structure du groupe, au procès de Stammheim

juillet-août 1976

Après une requête de la défense dans le cadre de la production de preuves.

Brigitte Mohnhaupt — Evidemment, c'est idiot de dire : étudiante, parce que justement c'est arrivé à chacun de nous, et c'est du passé. On ne peut que répondre : on n'en a rien à faire.

Le second point, c'est que je ne répondrai de toute façon à aucune des questions posées par vous, par le tribunal, la justice, ou l'Accusation fédérale. Ce serait absurde. Nos rapports ne sont pas tels. Le terme exact pour les rapports entre nous et la Cour, la Justice, l'Accusation fédérale, est celui de guerre, et l'expression la plus claire de ceci est que quatre d'entre nous sont morts, assassinés alors que prisonniers.

Il n'y a donc ici, à ce niveau, absolument aucune possibilité de discussion. Pourquoi le faisons-nous, après tout ? Pourquoi venons-nous ici ? Pourquoi entrons-nous dans le procès ?...

Prinzing — Non, ce n'est pas l'objet. Le rapport...

Brigitte Mohnhaupt — Si ! cela en fait partie. Et ce n'est encore que le début. Je veux commencer maintenant par ce que j'entends dire ici, et je n'ai pas l'intention d'écouter vos imbécillités.

Pourquoi, après tout, quelqu'un d'entre nous vient-il encore ici après la mort d'Ulrike, c'est parce que nous croyons nécessaire, à travers ce que nous pouvons dire ici, d'exposer clairement la véritable structure du groupe telle qu'elle était et telle qu'elle est réellement.

Ce n'est pas ce distillat de la guerre psychologique, que Müller a présenté dans ses déclarations, ce n'est pas ce qu'il en affirme, — c'est-à-dire pratiquement une structure fasciste, il faut que vous le compreniez une bonne fois. Et ceci mettra en pièces évidemment toute cette construction selon laquelle Ulrike aurait pu se suicider.

Il ne s'agit en aucun cas pour nous de prouver comment Müller ment ou s'il ment. Ce niveau concerne la criminologie, il ne s'agit sûrement pas de ça. Pour nous il s'agit simplement du contenu, d'exposer le contenu de la politique, le contenu de la structure telle qu'elle était réellement. Bien sûr c'est assez difficile ici, mais on doit essayer, en décrivant simplement.

Je vais même le faire maintenant. Je voudrais commencer par le cœur de la déclaration de Müller, par ce qu'elle vise. Donc sa déposition en rapport avec les attentats et son implication. L'implication que la Sûreté de l'Etat estime nécessaire pour pouvoir arriver en fin de compte aux condamnations. Il faut préciser ici que la conception stratégique que la « R.A.F. » a développée en 1972, était dirigée contre la présence militaire et politique des U.S.A. en Allemagne fédérale, et que les différentes étapes tactiques et opérationnelles pour y répondre ont été l'attaque du Quartier général de la C.I.A. à Francfort, l'attaque du Quartier général de l'armée américaine à Heidelberg et l'enlèvement des trois commandants de la place à Berlin. Que cette décision, ce projet, a été développée au cours de discussions collectives avec tous ceux qui appartenaient à l'organisation de la « R.A.F. », c'est-à-dire qu'il y a eu là-dessus un consensus de tous les groupes, de chacune des unités dans les villes, et donc une conscience claire pour chacun de ce que cela signifiait — de la fonction de ces attaques.

Nous sommes donc tous responsables de ces attaques contre la présence militaire des U.S.A. en Allemagne fédérale, c'est-à-dire que nous sommes tous responsables des attentats, des attaques contre les quartiers généraux.

Cela dit déjà tout sur la structure. Et cela rend très clair ce que Müller essaie de dire, cet idiot : que six personnes auraient pu le faire, après tout — faire toutes les attaques qui ont eu lieu. C'est complètement absurde.

Dans l'ensemble de la conception stratégique, il y a aussi le projet de faire prisonniers les commandants de place alliés, et de les échanger. L'escalade que cela représente, et l'escalade qui était contenue dans ce projet du côté de la réaction,

je ne veux de toutes façons pas en parler ici. Il n'y a même rien à en dire ici.

Cette décision, la conception de ces attaques et notre responsabilité s'expliquent par un élément essentiel de notre propre histoire : la politisation dans la mobilisation du mouvement étudiant pour s'opposer à la guerre du Vietnam. Ce fut pour nous un moyen tout à fait clair de comprendre la nécessité et les limites de la mobilisation pour le Vietnam, ses limites objectives : ce qu'elle pouvait atteindre et ce qu'elle ne pouvait pas atteindre, avant d'être écrasée et récupérée.

On peut dire que c'est cette expérience de la nécessité de la lutte armée — c'est-à-dire atteindre le niveau qui correspond à la situation dans laquelle nous nous trouvons ici en R.F.A., une colonie américaine, un sous-centre stratégique de l'impérialisme américain —, cette situation qui a constitué la « R.A.F. » Toute cette argumentation qui a déjà été développée ici dans les déclarations. Je ne crois pas devoir encore le répéter. Pour moi, il s'agit maintenant d'expliquer cela à partir du groupe.

Concrètement à propos des commandants de place.

L'enlèvement avait, du point de vue matériel, le but de délivrer les prisonniers, c'est-à-dire d'arriver par l'enlèvement à un échange des prisonniers qui, à l'époque déjà, avaient été arrêtés, et contre lesquels, déjà à cette époque, on avait utilisé l'isolement et les tortures physiques.

Cela signifie, que pour le groupe, c'était une nécessité objective de libérer les prisonniers. L'échange était le seul moyen.

Müller, autant que je sache, ne parle des commandants de place à Berlin que dans les ragots confiés au *Stern* ; dans sa déposition, il a totalement laissé cela de côté. Le but recherché est tout simplement de taire par là complètement la politique de la « R.A.F. » en 1972. C'est clair, car Berlin était une chose décisive pour nous, et relativement difficile à réaliser, difficile opérationnellement. Trois commandants de place, trois, cela signifiait : trois gros commandos pour la réaliser. L'action était déjà dans sa phase de mise à exécution mais du fait de l'arrestation, elle ne pouvait plus se faire : Andreas a été arrêté environ deux semaines avant la date retenue, et de ce fait, évidemment, une partie de l'infrastructure s'est effondrée. C'est-à-dire que nous ne pouvions pas savoir si la partie de l'infrastructure prévue pour l'action imminente était également touchée. A cela s'est ajouté le fait que le

commandant de la place américain était très sévèrement gardé. La conjoncture et la coordination étaient difficiles. Pour nous, il n'était plus possible de réaliser cette action.

Mais ceci est important, car c'était ce dont nous nous étions occupé, ce à quoi nous étions prêts — en particulier Andreas et Gudrun. C'est justement pour cela que la Sûreté de l'Etat ne laisse plus Müller en parler, pour pouvoir prétendre qu'Andreas et Gudrun auraient participé aux attaques contre les préfectures de police.

C'est dégueulasse, et c'est idiot. Ceci ne correspond pas du tout aux faits. Andreas et Gudrun étaient, à cette époque, avec moi à Berlin, et nous avons organisé cette affaire là-bas.

Sa construction est démente, comme si quatre ou cinq types pouvaient à eux seuls réaliser toutes les attaques en R.F.A. Il n'est même pas nécessaire de s'étendre là-dessus, parce que chacun peut se rendre compte à quel point c'est ridicule, et combien le but est évident. Donc toute cette monstruosité ici, — ces cinq accusés à qui l'on attribue directement tout, et qui ne sont maintenant plus que trois d'ailleurs. Tout ça, c'est la même ligne ; par là toute la dramaturgie, en somme toute la ligne appliquée devient très claire : c'est la guerre psychologique menée par l'Accusation fédérale et le tribunal — il n'y a aucune contradiction là-dedans, il ne peut naturellement pas même y en avoir.

Autre exemple, ce que Müller dit de Munich — je crois qu'il a déclaré que c'est Andreas et Gudrun qui l'auraient fait. Le fait est que ni l'un ni l'autre n'y ont participé. Je l'ai déjà dit : à l'époque Andreas était à Berlin, et ces actions ont été menées par des groupes qui étaient à Munich. Après tout — maintenant on peut le dire — la « R.A.F. » était à ce moment-là organisée de la manière suivante : il y avait huit groupes établis dans six villes, dont deux forts groupes dans deux villes. Un de ces groupes était à Munich. Les groupes, les différentes unités étaient intégrés dans le système logistique. Il y avait un lien entre les différentes unités pour les discussions, mais elles étaient autonomes dans leur décision pour la mise à exécution opérationnelle.

L'objectif précis, la planification, la vérification, le moment de l'action étaient laissés au choix des différents groupes — d'ailleurs il n'était pas du tout question qu'il en soit autrement. Et naturellement, c'était comme cela. Donc nous ne savions rien de concret à l'avance sur ces actions — ce qui veut dire que, même si nous l'avions su, nous ne les aurions pas empêchées, parce que — bon, ce n'est pas une chose

simple que d'empêcher ce qu'un groupe a décidé. Seulement nous n'aurions pu les empêcher ni dans le temps ni techniquement, c'était impossible vu les conditions. C'était clair, le sens de ces actions était clair : c'était une réponse au fait que des combattants avaient été abattus en pleine rue, comme Petra et Tommy¹. Nous n'aurions donc même jamais pu avoir l'intention de l'empêcher.

Le but poursuivi par Müller, avec de telles implications, c'est très exactement de masquer la conception stratégique, de l'escamoter en somme complètement, de la détruire par des implications idiotes. La conception stratégique qui s'est définie dès le début contre la présence militaire américaine, contre l'occupation par l'armée U.S., contre la dépendance complète, politique et économique, vis-à-vis des U.S.A., c'est le point que vise la déposition avec cette implication. C'est important parce que cela vise à désavouer la politique du groupe. Vise à la détruire.

Il y a encore autre chose, quand il affirme — je pourrais peut-être concrétiser cela encore au fur et à mesure des questions particulières que vous me poserez par la suite, je ne le ferai pour l'instant que d'une manière générale. Donc l'affirmation selon laquelle Ulrike aurait voulu l'attaque contre l'immeuble Springer et l'aurait réalisée en opposition à Andreas ou à Gudrun, ou même en opposition à des parties du groupe. Et l'affirmation qu'il y aurait eu ensuite une scission, ou du moins, dans le même sens, des luttes entre les membres, la terreur, ou je ne sais ce que dit ce salaud exactement. Le fait est que lorsque l'action de Hambourg a été mise à exécution — et ceci a déjà été expliqué ici dans le procès —, nous n'en savions rien, justement en raison de toute notre structure : c'était une décision autonome et une action menée d'une manière autonome par les groupes de Hambourg.

Après l'action, il y a eu une forte critique de la part des autres groupes. A la suite de quoi, Ulrike est allée à Hambourg pour savoir exactement sur place, et le transmettre selon les règles, comment cela avait été possible, car la « R.A.F. » n'a jamais fondamentalement conçu des actions où il y avait un risque que des civils puissent être touchés.

1. Petra Schelm et Thomas Weisbecker, deux militants de la « R.A.F. » ont été abattus par la police en pleine rue, respectivement en juillet 1971 et en mars 1972.

C'était un principe essentiel dans toutes les discussions, et l'autre critique adressée au groupe de Hambourg portait sur le fait qu'il avait mené l'action sans avoir vu clairement, sans avoir envisagé dans sa conception que, naturellement, Springer ne ferait pas évacuer le bâtiment. Donc qu'il s'était mal préparé. C'est dans ce but qu'Ulrike est allée à cette époque à Hambourg, afin d'éclaircir cela, de le démêler. Après ses constatations, elle a rédigé l'explication de cette action : tout y est mentionné — le déroulement en entier, les mise en garde, Springer n'évacue pas, etc. Ce qui signifie donc que ce que dit Müller, bon, c'est ce qu'on sait déjà, et dans quel but. Qu'il prétende maintenant, pour Ulrike, qu'elle aurait somme toute eu l'intention, ou qu'elle aurait pu avoir l'intention de mener des actions contre l'avis des autres —, c'est complètement dingue — cela correspond tout à fait à la ligne qui est suivie maintenant par la propagande : tensions, etc. Toute cette fiction qui doit légitimer le meurtre d'Ulrike. L'affirmation qu'il y aurait eu des tensions, c'est une histoire qui remonterait, d'après ce que rapporte Müller ici — à Hambourg, à l'organisation du groupe en 1971-1972. C'est purement et simplement une invention de toutes pièces que l'on essaie de monter ici, dans le seul but de légitimer le meurtre...

Prinzing — Bon, je voudrais vous dire maintenant que vos opinions et vos jugements de valeur sont sans objet ici. Toutes vos allégations comme quoi il y aurait eu ici un meurtre, je ne puis en aucun cas les accepter. Vous allez m'obliger à recourir au règlement.

B. — Bien sûr. Il y a encore un point à propos de Berlin, quand Müller prétend qu'Andreas aurait ordonné là-bas des attentats ou même qu'il y aurait poussé des gens, je ne connais pas exactement sa formulation. C'est absurde, parce que l'action contre les commandants de place a eu lieu juste avant l'autre. Il n'y a donc pas eu du tout de discussion sur les actions à Berlin. Si Müller dit cela, ça ne peut signifier qu'une chose — puisqu'il a déjà lâché cette action contre les commandants de la place dans le *Stern* — certes qu'il la connaissait, mais sûrement pas dans les détails concrets : en retenant cette affirmation, c'est la ligne politique qu'on veut briser. On ne veut, en somme, plus du tout entendre parler de politique dans ces constructions, et bien évidemment, surtout pas au procès ici. C'est tout ce que je vois à dire pour l'instant sur l'ensemble de ces actions.

L'avocat Temming — ... Précisément sur le fait que Mül-

ler, le témoin de la couronne Müller, a affirmé que l'attaque contre Springer à Hambourg aurait été conçue et préparée par Ulrike Meinhof.

(L'Accusation conteste la question à cause de l'emploi du terme « témoin de la couronne ».)

Temming — Je poserai ma question autrement : sais-tu si Ulrike était au juste à Hambourg, à cette époque, et sais-tu s'il y a eu des tensions entre Ulrike et Andreas sur ce point ou sur d'autres ou de manière générale, comment étaient leurs relations ?

B. — J'ai déjà dit quelque chose à ce sujet, tout à l'heure, qu'il y a eu une critique générale après cette action, c'est-à-dire entre tous...

(Prinzing l'interrompt.)

Prinzing — Nous ne voulons plus entendre maintenant de répétitions ici.

B. — Mais enfin, cessez donc, vous ne savez même pas encore ce que je vais dire...

C'est une précision qu'il veut. Je vais donc peut-être répéter le fond de la question. Ce qui s'est passé c'est ce que j'ai dit tout à l'heure : Ulrike est partie, à cette époque, pour élucider les faits et formuler ensuite, sur la base de ses résultats, cet éclaircissement, cette constatation des faits à Hambourg.

Plus exactement, cela s'est passé ainsi : elle était à Berlin, et vers la mi-mai environ, elle est allée à Stuttgart. Elle était à Berlin à cause de la préparation de l'enlèvement, elle participait à l'élaboration du plan et à l'organisation.

Ensuite, elle est allée à Stuttgart, pour faire un autre travail qui était important. Et si elle l'a fait, c'est parce qu'elle savait beaucoup de choses là-dessus, disons simplement parce qu'elle pouvait très bien le faire. Il s'agissait d'obtenir du matériel pour la discussion dans le cadre de ce que faisait Ulrike : l'organisation de l'information sur le plan international. C'est-à-dire qu'elle a essayé de faire connaître le processus de discussion qui existait dans la gauche, précisément à l'échelon international, avec des groupes à l'étranger. A cette époque, la discussion sur la guérilla dans les entreprises était d'actualité. Il y avait des tentatives de ce genre en Italie, une certaine tactique qui est possible en Italie en raison de conditions spécifiques — mais nous pensions qu'elle n'était pas possible ici. Et c'est cela qu'elle voulait faire très exactement à l'époque :

organiser tout le processus de discussion sous cet angle, dans la perspective d'une stratégie continentale. C'était le but de son voyage à Stuttgart. Je crois qu'Andreas l'a appelée à Stuttgart tout de suite après l'histoire de Hambourg, alors que la critique s'était aussitôt déclenchée chez nous ; et elle est partie aussitôt à Hambourg pour mettre cela au clair. C'est ainsi que cela s'est passé, je crois... Par là, j'ai en même temps répondu à la question de savoir s'il a pu y avoir des divergences, ou bien que sais-je moi ?, une scission. Ces faits montrent très clairement et très distinctement, que tout cela a été monté de toutes pièces.

Temming — Encore une question. Elle concerne les déclarations du témoin de l'Accusation, Gerhard Müller, qui affirme qu'il était prévu de liquider Siegfried Hausner. Sais-tu quelque chose à ce sujet, et sais-tu s'il y a eu des départs d'individus du groupe, et comment alors ça s'est passé ?

B. — Bien sûr qu'il y a eu des séparations. Il serait faux de dire le contraire. Il y a des contradictions qui naissent dans le groupe au cours du processus dans lequel celui-ci se trouve engagé. Donc dans le processus qu'est la lutte, il y a évidemment des contradictions, et il y a des gens qui décident à un moment donné de ne plus faire le travail. En ne le voulant plus, ils décident en fait de se retourner, de faire marche arrière ; ou bien ils essaient une autre pratique, bien que chacun sache très bien que cela n'est pas possible, que c'est se mentir, quand on a déjà eu une telle pratique. Une telle décision ne peut donc être qu'un pas en arrière, ce qui signifie toujours un pas en arrière dans la merde.

Il y a eu des séparations, mais il n'a jamais été question de liquidation, ni d'aucune scission — bien sûr. Il y a eu des séparations avec des gens qui ne pouvaient plus faire le travail, qui ne voulaient plus le faire parce qu'ils ont compris ce que cela voulait dire que l'illégalité, ce que cela voulait dire la lutte armée. Ce fut une décision parfaitement libre de leur part. Et c'était juste qu'ils s'en aillent — cela aurait été fou de les retenir, parce qu'il ne leur aurait plus été possible de toutes façons d'avoir une pratique commune.

Il y a eu aussi des séparations que nous avons décidées nous-mêmes. C'étaient des gens qui savaient que nous nous séparerions d'eux pour des raisons déterminées — au fond naturellement pour les mêmes raisons, parce qu'à ce moment donné, il ne leur était plus possible d'avoir une pratique commune. Maintenant, naturellement, tous vivent encore. Ça s'est

donc passé très « cool ». Ils sont partis. Ils font autre chose, conscients qu'ils ne pouvaient plus avoir cette pratique.

Peut-être faut-il ajouter comment cela s'est passé quand des gens ont décidé de s'arrêter.

Cela s'est toujours passé de la manière suivante. Cela a toujours été décidé au cours d'une discussion de tout le groupe, de l'unité à laquelle il appartenait, c'est-à-dire que tout le monde y prenait part, ou du moins la majorité, tous ceux pour qui il était encore possible dans ces conditions de participer.

Cela a eu lieu au terme de discussions, cela ne s'est pas fait de façon brusque. Il y avait chaque fois une évolution qui permettait à celui qui était concerné, exactement au même titre que tous les autres, que chacun à l'intérieur du groupe, le comprenne par lui-même qu'il était arrivé à un point où il n'était plus possible qu'on combatte ensemble. Qu'à ce point il devait prendre une décision : soit changer dès maintenant — s'il le voulait encore, s'il s'en sentait le courage, s'il s'y réalisait — et, c'est clair, avec l'aide de tous, évidemment ; soit partir, et alors il partait sans y être contraint, sans pressions, parce que c'était sa décision à lui, parce qu'il le comprenait comme tel et parce que cela s'inscrivait dans un processus où tout le monde est impliqué. Parce que toute séparation ou exclusion, si elle n'est pas comprise et d'une manière responsable, signifie la haine, et alors, tôt ou tard, le type atterrit chez les flics. Jamais le groupe n'a chassé quelqu'un, cela ne s'est jamais passé ainsi, ce n'était pas dans la structure du groupe.

C'est aussi un élément qui rend absolument impossible toute l'histoire rapportée par Müller à propos de Hausner : de sa liquidation.

C'est-à-dire, bien sûr que nous le savons, que nous ne pouvons pas l'empêcher par principe, il n'y a là pas de problème, cela se passe tout simplement ainsi quand on lutte dans l'illégalité.

Mais dans tout le processus qu'a connu le groupe en 1972, cela aurait été une erreur, en contradiction avec sa situation.

En ce qui concerne Hausner, c'est encore plus absurde, parce qu'il est complètement faux qu'il ait voulu s'en aller, ou que nous ayons dit qu'il devait s'en aller. Il n'y avait absolument aucune raison, avec ce qu'il est, avec ce qu'il a fait, qui aurait pu nous amener à l'obliger de partir ou, purement et simplement, à le liquider. C'est absolument ridicule. Rien ne le justifie. Evidemment chacun fait des erreurs ou

des choses de ce genre, mais personne n'a cette arrogance ni cet absolutisme pour dire : moi je ne fais pas d'erreurs.

En tous cas, telle était la situation dans le groupe. Comment aurions-nous pu dire : maintenant, il faut qu'il parte, et s'il ne va pas à l'étranger, alors...? — car ce que dit Müller, c'est bien que s'il ne pouvait pas aller en Hollande, être évacué à l'étranger, alors il faudrait — solution d'urgence — tout simplement le liquider : seule la Sûreté de l'Etat peut inventer des choses pareilles. Une telle chose n'aurait jamais pu fortifier la structure, le groupe, les individus, mais au contraire l'aurait affaibli, détruit.

Car si une telle chose pouvait se passer dans le groupe, comment serait-il possible encore, que des types combattent, qu'il aient du courage, qu'ils puissent donc retrouver une identité ?

Liquider quelqu'un qui a combattu avec nous, en dernier recours, simplement peut-être parce qu'il n'y a plus de place — c'est une construction complètement déconnaissante.

Je pourrais donner un autre exemple :

L'histoire de la fille à Berlin, qui s'appelle — je crois — Edelgart Gräfer, en tout cas Gräfer — qui a dénoncé une demi-douzaine de gens. Elle a trahi des gens, elle a donné leur domicile, et qu'est-ce qui s'est passé ? qu'est-ce qu'on a fait ? Elle s'est pris un seau de goudron sur la gueule et une pancarte autour du cou. Je pense donc que, lorsqu'on connaît les faits... Quand quelqu'un a dénoncé des gens — c'est-à-dire qu'en les dénonçant, pratiquement il les envoie au poteau, car on ne sait jamais ce qui peut se passer lorsque des flics débarquent dans un appartement —, que cette personne reçoive un seau de goudron sur la tête... Il est donc d'autant plus absurde de penser que quelqu'un qui n'a jamais trahi personne, pourrait — en raison d'une certaine situation où tous les possibles culminent, telle que Müller la décrit : les poursuites, et que sais-je ? les arrestations — pourrait simplement être abattu. C'est absolument exclu.

Et enfin la preuve, dirais-je, qui montre que tout cela est impossible, c'est que Siegfried Hausner a dirigé le *Commando Holger Meins*. Il est absolument exclu autrement qu'il ait pu le faire, qu'il l'ait fait. C'est tout simplement la transmission qu'il le fasse, qu'il l'ait fait même, cela montre bien ce qu'était exactement cette structure. Je crois qu'on peut fort bien le comprendre. Comment aurait-il pu le faire, comment aurait-il pu lutter après une histoire comme celle que raconte Müller ?

Temming — Autre chose encore : le témoin de l'Accusa-

tion, Müller, a également prétendu que c'est Andreas Baader qui avait introduit la structure hiérarchique.

Andreas Baader aurait voulu prendre la direction.

J'aimerais savoir si cela était possible, si cela est possible étant donné la structure du groupe, et comment est en général le rapport du groupe à la « direction » ?

B. — Y-a-t-il jamais eu quelqu'un qui veuille prendre la direction...

Le procureur général Zeis — Il me semble que ce problème de la construction hiérarchique ou pas, a déjà été l'objet d'une large déclaration du témoin ce matin...

B. — Maintenant je vais apporter des choses concrètes...

Zeis — La question...

B. — Je voudrais apporter des éléments concrets à propos d'Andreas.

Zeis — Enfin, taisez-vous quand je parle.

B. — Oh, cessez-donc de radoter ici, vraiment !

Tu parlais de la « prétention de diriger » le groupe, non...

Si jamais quelqu'un avait prétendu commander, il n'aurait pu que se rendre ridicule. Donc la prétention de vouloir diriger, c'est tout simplement ridicule. Voilà la chose telle qu'elle était et telle que nous l'avons comprise : la direction peut être une fonction et, dans certaines situations, elle est même à coup sûr nécessaire, par exemple dans les actions. C'est comme cela que nous l'avons définie, et naturellement, c'est Andreas qui assume cette fonction. S'il l'assume, c'est tout simplement parce qu'il sait développer de manière très précise une conception des situations, et qu'à partir de cette analyse des situations, il peut concevoir une tactique, il peut fixer un certain déroulement, donc fixer une ligne, c'est-à-dire la ligne tactique et la stratégie. Mais ceci n'est jamais simplement la démarche ou la décision solitaire d'une seule personne ; la conception, le projet émis par un membre est ensuite soumis à la discussion de tous, car tous participent concrètement à la pratique, donc aussi à la ligne. Chacun doit discuter la ligne, la comprendre, contribuer à la développer — et chacun doit être capable de la déterminer dans chaque situation. Car dans certaines situations, on est seul, et si l'on n'a pas compris, alors rien ne marche plus. Ce qu'Andreas a fait, a été déterminé, fixé très exactement et développé par tous, au cours de discussions. Et à partir du moment où la ligne était fixée, Andreas, comme tous les autres naturellement, devait rigou-

reusement suivre cette ligne, c'est-à-dire était lié à cette ligne. Bien sûr que ce n'était pas une contrainte, tout simplement parce que chacun comprenait que c'était nécessaire, que c'était juste, que c'était la perspective juste, une tactique juste, pour lui comme pour les autres. Plus tard ceci a été complètement dépassé. C'est-à-dire que la direction a toujours une certaine fonction, et naturellement, pour ceux qui l'utilisent comme pour ceux qui l'assument, elle n'est supportable que si elle n'est pas une domination, si elle est entièrement définie par ce que tous veulent. De toute façon, le principe, dans l'organisation, c'est la spontanéité, c'est-à-dire que chacun doit pouvoir et vouloir le faire. Nous avons appelé cela la ligne-cadre — que chacun doit y arriver qu'il soit ou non depuis longtemps dans la « R.A.F. », peu importe, donc chacun doit arriver à pouvoir le faire lui-même. Ce n'est donc pas cette chose débile dont parle ici Müller avec son « groupe ouvert » — pratiquement cela signifierait que tous participent à toutes les opérations de travail. Cela n'existe pas, — cela confirme que sa déposition est totalement fabriquée ; parce que cela signifierait que chacun sait tout, et donc, concrètement, que Müller sait tout. Or Müller sait peu de choses, parce que Müller n'était pas un cadre. C'est simplement une invention de sa part dans le but précis que poursuit la Sûreté de l'Etat.

(Prinzing l'interrompt.)

Prinzing — Bon, voilà encore un jugement de valeur...

B. — Non, je n'ai pas encore terminé. Un instant...

Prinzing — Tenez-vous-en aux faits que vous connaissez et que vous pouvez préciser, s'il vous plaît.

B. — C'en est justement un. Je sais qu'il n'était pas un cadre.

Prinzing — Cela, vous pouvez en parler, mais le reste, c'est une appréciation personnelle. Est-ce qu'il a été répondu à la question de manière satisfaisante, Monsieur l'Avocat ?

B. — Non, je n'ai pas encore terminé...

Prinzing — Dites-moi, est-ce que vous n'avez pas déjà un projet préparé pour chaque question qui vous est posée ici ?

B. — Evidemment que j'ai... que j'ai réfléchi à ce que j'entends dire ici, bien sûr.

Prinzing — Est-ce que vous connaissiez les questions qu'on allait vous poser ?

B. — Comment voudriez-vous que je les connaisse ?

Prinzing — Si vous avez déjà une conception...

B. — J'ai lu l'affaire Müller dans la presse...

Prinzing — Vous avez déjà vu les dossiers concernant Müller ?

B. — ...J'ai lu les déclarations de Müller dans la presse, écoutez donc ce que je dis. Et à partir de ce que je sais de Müller, sur la base de ce que je sais de lui par la discussion, par *L'Info*, etc., par l'article du *Stern*, — cela m'a donné quelques exemples, j'ai mis quelques points au clair. Les points où il décrit la structure du groupe, là je dis : c'est fasciste, c'est une structure de bande fasciste qu'il présente — alors j'ai mis au point ce que je pourrais dire ici, dans cette fonction de témoin.

Donc la ligne-cadre. C'est-à-dire que chacun doit être capable de cela, de le pouvoir lui-même. Voilà concrètement ce qu'il en est de la direction : c'est-à-dire que chacun doit pouvoir lui-même l'assumer, cela signifie simplement qu'il ne peut jamais y avoir de domination, que la direction est définie comme une fonction, mais qui peut disparaître, qui disparaît même dans le processus collectif au cours duquel chacun parvient à pouvoir et à savoir l'assumer. C'est tout simplement une condition nécessaire de la continuité, de façon à ce que si un cadre est arrêté, on ne reste pas là sans rien faire, complètement désorienté, mais que les types puissent vraiment décider eux-mêmes, puissent continuer, qu'il n'y ait pas de rupture, d'effondrement. C'est la condition de la continuité, et par là, la condition de toute la politique, de toute la pratique. Nous avons dit une fois à ce propos que la guérilla est une hydre, c'est-à-dire qu'il lui pousse toujours de nouvelles têtes. L'objectif est d'arriver à cela. Dans la discussion à travers *L'Info* — *Info* que l'Accusation fédérale possède certainement, très certainement, elle sait donc à quoi s'en tenir aussi là-dessus, qu'il n'y a jamais eu de hiérarchie —, il y a des phrases qui expriment très exactement ce que je pense : une phrase de Holger qui dit : « *Chacun est le collectif.* » C'est exactement à cela que je pense. Et une phrase de Ulrike prononcée lors de son procès à Berlin : « *Le guérillero est le groupe.* » C'est-à-dire que chacun se l'approprie ou y arrive, au cours du processus de tous, dans tout le processus d'apprentissage, qui est évidemment permanent : la pratique, et ce n'est qu'ainsi de toutes façons qu'on apprend, par cette pratique, donc dans cette confrontation, parce qu'elle oblige, elle

force à apprendre, à se transformer. C'est en cela donc que « le guérillero est le groupe ».

Des commis et des chefs, des supérieurs et des subordonnés comme Müller l'affirme, c'est en antagonisme avec cette structure, avec la politique armée, avec la guérilla, sur le modèle de l'appareil qui crache ses schémas dans la guerre psychologique : la Sûreté de l'Etat.

Nous avons défini ainsi ce qu'est pour nous la direction : « *La direction — ce qu'elle devrait être : c'est l'idée concrète de la situation ET de son dépassement : les objectifs et leur transmission DANS LA STRUCTURE du groupe combattant* », c'est-à-dire, ce que nous avons appris, c'est que la direction dans la guérilla est l'initiative permanente, l'imposition de la politique, de la politique armée prolétarienne.

Ce n'est pas « la direction » qui constitue le groupe de guérilla, mais elle n'apparaît en somme que comme une fonction dont on a besoin dans le processus d'apprentissage et de travail du groupe, du groupe illégal — donc elle naît de la pratique du groupe et pour elle.

Lorsque tout se passe bien, elle rassemble les initiatives et les expériences de tous, cela devient, cela développe un processus collectif qui engendre la continuité et la capacité d'agir. Cela ne peut marcher que comme cela. Pour en revenir à la phrase — le fond de tout cela, c'est — la relation entre subjectivité et objectivité, donc entre volonté et nécessité, les amener à se rencontrer dans l'action. C'est seulement ainsi, — une simple question d'expériences, que la subjectivité de toute façon est possible. Que tu es, toi le type qui combats, sujet, et que tu deviens ce que tu es et ce que tu veux, le sens du combat, réellement.

C'est exactement ce que nous résumons ainsi : la liberté n'est possible que dans la lutte pour la libération.

Temming — Comment cela peut-il alors être concilié avec le pouvoir de donner des ordres, qu'aurait soi-disant eu et qu'aurait soi-disant exercé Andreas Baader d'après la déposition du témoin de l'Accusation ? Il a donné l'exemple, je crois, de l'ordre de tirer, — que chacun des membres de la « R.A.F. », en cas d'arrestation, doit se défendre par la force des armes.

B. — Bon, je diviserai ma réponse.

D'une part la relation, la détermination, que le groupe avait par rapport aux ordres, comment le groupe les a défi-

nis — et les définir implique aussi tout un processus — ce qu'ils sont, quelle relation nous avons à eux. Et ensuite très concrètement, ce qu'il en est de l'ordre de tirer.

Je parlerai d'abord d'une manière générale des ordres : nous avons vu que l'ordre est la décision collective dans la phase de sa mise à exécution. Dans l'action donc, il y a des ordres — c'est simple, c'est une nécessité militaire, et c'est juste aussi, c'est fonctionnel. Et c'est justement parce que c'est fonctionnel que cela n'a rien à voir avec une contrainte, car cette action est une décision collective, elle a été discutée avant, elle a été déterminée par tous, comprise par tous — ceux qui doivent faire le travail comme le travail précis que chacun a à y faire. Et les ordres ne sont en fait ensuite qu'une question de coordination.

C'est une chose. L'autre, c'est le pouvoir de donner des ordres.

Toute l'image que Müller en esquisse, c'est celle d'Andreas, le « boss » et son pouvoir absolu...

Donc par exemple l'ordre de tirer, selon les déclarations de Müller. Je dirais simplement que c'est un distillat de la guerre psychologique apparu depuis 1970, qui prétend que les membres de la « R.A.F. » auraient eu l'ordre de tirer. Quoique la « R.A.F. » en ait passablement parlé. De cela justement et sur ce point précis. Mais j'en parlerai encore plus précisément. On le répand dans les media, depuis Hambourg où Petra a été abattue ; l'ordre de tirer, donc : la chair à canon, le matériel humain qui seraient envoyés au front par quelques gens dans l'ombre, voilà exactement sa construction. Et Müller...

Prinzing — Vous devez maintenant répondre à une question sur le pouvoir de donner des ordres, posée par...

B. — J'allais en parler...

Prinzing — ... l'avocat de la défense. Ce que vous développez ici actuellement n'a vraiment plus rien à voir avec la question.

B. — Eh bien, moi, je suis d'un autre avis.

Je suis en train de parler de l'ordre de tirer.

En fait, Müller sait très bien qu'il n'y a jamais eu d'ordre de tirer, il n'y en a eu aucun et aucun d'entre nous ne l'a reçu. Pourquoi alors le prétend-il ? — J'ai justement dit, selon l'expression ici utilisée, que cela n'a « rien à voir avec le sujet », que c'est un distillat de la guerre psychologique qu'on doit rendre véridique dans cette déposition, pour faire croire

que tout s'est passé ainsi, précisément dans le but de réduire à néant l'efficacité du groupe.

L'avocat Heldmann — Müller a affirmé ici en tant que témoin, que la structure de la Fraction Armée Rouge était la suivante : Baader — la tête dirigeante, puis il y avait les membres appartenant au noyau, ensuite il y avait les simples membres, enfin les membres en marge. Pouvez-vous confirmer ses déclarations ?

B. — J'ai dit à ce propos comment nous l'avions nommée et ce qu'il en est au juste : beaucoup de têtes, et la ligne-cadre, telle que nous l'avons développée, telle qu'elle a été développée dans tout le processus. C'était le but, et il en était déjà même ainsi dans la plupart des groupes qui étaient formés depuis suffisamment longtemps.

En ce qui concerne les membres en marge, etc., ce que l'on peut dire, c'est que bien sûr, il y avait des contacts avec des gens qui n'étaient pas complètement intégrés dans le groupe. Mais c'est tout à fait exact, car la « R.A.F. » est, il ne faut pas l'oublier, une organisation militaire, et pas un ramassis de paumés. C'est-à-dire que ses contacts sont décidés selon des fonctions précises, d'après des critères politiques et opérationnels. Ça par exemple ! — Cela en fait naturellement partie. Aussi, tu vois bien, encore une fois très nettement, le non-sens de cette affirmation : « un groupe ouvert ».

Que tout le monde ait accès à toutes les informations, ou prenne part à toutes les opérations — ce n'était évidemment pas possible, de même tout le monde n'était pas sensé tout savoir — évidemment non. Chacun avait des informations qui lui étaient nécessaires pour pouvoir faire ce qu'il avait à faire. C'est-à-dire que c'est la fonction qui déterminait cela. Faire autre chose aurait été une idiotie, absolument hors de question, et chacun a très bien compris pourquoi ça n'était pas nécessaire. — Maintenant il y a une discussion complètement ouverte qui se développe, dans les groupes et entre les groupes, sur la stratégie et la tactique, et aussi la théorie et l'analyse, mais qui reste très claire sur les principes de l'organisation. C'est un processus ouvert, collectif de tous ceux qui luttent. — Il est juste que je ne sache concrètement que ce qui me concerne directement, parce qu'il faut compter naturellement avec le fait que si l'on est arrêté, il peut y avoir des traîtres, on peut subir des pressions, on peut être torturé. Nous le savions, et c'est tout simplement la condition de toute organisation militaire illégale, d'agir comme il est nécessai-

re, en fonction des conditions. Sinon ce serait un ramassis d'idiots.

Pour un groupe qui veut combattre, toute cette connerie du « groupe ouvert » voudrait dire qu'il n'arriverait jamais à rien, parce que cela signifierait agir comme des ignorants, comme des gens qui ne savent pas du tout ce qu'ils font.

L'ouverture est une très bonne chose, les discussions ouvertes, les relations ouvertes, franches — et c'est comme cela aussi que ça se passe, mais jamais en ce qui concerne les détails militaires : c'est-à-dire que la structure politique est ouverte, collective, et dans les commandos il y a aussi un style de travail collectif ; mais la question des détails militaires, des contacts, etc., est strictement fonctionnelle, conspiratrice...

(Prinzing l'interrompt.)

Prinzing — Il ne s'agit pas de se demander ce qu'implique le terme « ouvert ». Je crois, maître Heldmann, qu'à la question que vous avez posée pour la troisième fois, il vous a été maintenant suffisamment répondu...

B. — ... Je dirais que parler de « groupe ouvert » — en tant que principe d'organisation pour un groupe illégal — ne fait tout simplement que souligner une stupide dénonciation.

Heldmann — Est-ce qu'il y avait des membres qui exerçaient un contrôle sur d'autres membres, c'est-à-dire existait-il une fonction de contrôle à l'intérieur du groupe, ou bien le contrôle d'un groupe ?

B. — Comment, une « fonction de contrôle » ? Je ne comprends pas bien.

Heldmann — Ce n'est pas moi non plus qui pourrais le dire exactement, j'ai ici la page 10 221 du procès-verbal de la procédure principale — extrait de la déposition de Müller : « En plus, ces membres du noyau, ces membres dirigeants exerçaient en permanence un contrôle. » Et suit un exemple : « Prenons par exemple, une de ces personnes à Stuttgart [-un de ces membres du noyau, comme monsieur Müller les nomme-], il se tenait au courant, il téléphonait continuellement à Berlin pour contrôler la situation là-bas et pour voir si les gens marchaient bien comme ils le devaient. »

B. — Ainsi « téléphonait »... cet exemple parle vraiment de lui-même. L'information est simplement une condition nécessaire pour pouvoir agir, pour pouvoir déterminer la situation en général ; et puis évidemment, ça marche aussi entre nous, entre les différents groupes, c'est tout à fait clair, par-

ce que pour pouvoir intervenir sur certains points, il est nécessaire de connaître ce qui se passe dans les autres villes. Et si ceux qui étaient à Stuttgart appelaient à Berlin, c'était tout à fait juste et tout à fait normal, chacun l'a fait plusieurs fois par jour, lorsqu'on devait faire quelque chose ensemble ou bien lorsqu'on devait coordonner certaines choses. Parler de contrôle ne fait vraiment que montrer encore une fois que cette déposition est totalement jobarde.

Heldmann — Est-ce qu'il y a ou est-ce qu'il y avait des avocats, membres de la « R.A.F. »?

B. — Des avocats membres de la « R.A.F. »? c'est à peu près la même chose, on ne peut vraiment qu'en rire. Parce que nos relations avec les avocats sont plutôt distantes. Les avocats sont des avocats, et en tant qu'avocats ils ne sont pas membres de la « R.A.F. ». Et nous ne voudrions certainement pas avoir d'avocats dans la « R.A.F. », et nous n'en avons jamais eu. C'est une contradiction en soi. Si quelqu'un est avocat, il ne peut pas vouloir être membre de la « R.A.F. », sinon il ne serait plus avocat — car il faudrait vraiment qu'il fasse la rupture totale avec son travail. Les avocats font partie de la justice, même s'ils la critiquent. Qui s'y trompe? Et notre relation avec les avocats, c'était et c'est — c'est plutôt drôle — et puis merde, je n'ai vraiment pas envie d'en parler plus précisément, parce que c'est tellement fatigant, après tant d'années, toujours la même chose — parce que ces types ont la plupart du temps leur intérêts, des intérêts privés obscurs et une peur qu'ils rationalisent politiquement. La plupart cherchent à aveugler les prisonniers, donc il y a tout le temps des ennuis.

Temming — Une question à propos de *L'Info*. Le témoin de l'Accusation Müller prétend que *L'Info* aurait servi à poursuivre des buts criminels, à l'intérieur et à l'extérieur, mais surtout à l'extérieur des prisons. Est-ce que tu peux parler un peu de la fonction de *L'Info*? Deuxièmement: peux-tu préciser si c'était une obligation de participer à *L'Info*. Et troisièmement: est-ce que, en liaison avec *L'Info*, une pression quelconque a été exercée au moyen de *L'Info* par des prisonniers sur d'autres prisonniers?

B. — *L'Info* était tout le contraire de cela. C'était la seule possibilité — c'est ainsi que nous l'avons déterminée et conçue —, la seule possibilité somme toute d'interaction sociale entre les prisonniers isolés. Et même si c'était seulement un ersatz, seulement des lettres et du papier. Mais c'était l'uni-

stammheim, juillet-août 1976

que possibilité pour la discussion politique. L'information politique et, évidemment, l'orientation. Elle n'avait absolument rien d'une structure hiérarchique ou de quelque chose de ce genre. Quant à ce que Müller rapporte sur *L'Info 1* — je ne me souviens plus des termes exacts qu'il a utilisés — qu'il y aurait eu là diverses catégories, que l'on devait se montrer digne de passer d'une catégorie à l'autre, donc une sorte de système carriériste d'ascension — c'est absurde.

L'Info 1 — en étaient tous ceux qui étaient organisés dans la « R.A.F. », et c'était simplement fonctionnel.

L'Info 2 — elle n'a pratiquement pas existé. Elle devait être faite un jour, mais en fait elle n'a jamais existé. Et *L'Info 2*, qui n'a jamais été faite, c'est celle finalement qui a fonctionné comme *Info* pour la grève de la faim, et tous les prisonniers qui faisaient la grève y participaient. Je ne vois absolument aucune hiérarchie dans cela, aucune catégorie. Il s'agit tout simplement de deux goupes différents. Le premier comprend les prisonniers de la « R.A.F. », le deuxième comprend une bonne part d'autres prisonniers comme ceux du *Mouvement du 2 juin*, des groupes de guérilla urbaine de Hambourg et de Munich. Donc tous ceux qui ont participé à la grève de la faim, et cela faisait un certain nombre. Il était impossible de le court-circuiter purement et simplement. C'étaient deux niveaux totalement différents de discussion, de relation dans les groupes. La court-circuiter aurait donné une unité de pacotille, et n'aurait eu, somme toute, aucune fonction réelle.

Et *L'Info 3* — cela n'a maintenant absolument rien à voir avec la hiérarchie. *L'Info 3* diffusait de l'information, c'est-à-dire des articles de journaux, des analyses, des articles d'économie politique, etc., donc un matériel d'information élémentaire. La recevaient tous ceux qui étaient en taule et voulaient la recevoir pour travailler.

Dire que *L'Info 3* était d'une certaine manière le niveau inférieur, est complètement débile. Elle représentait une certaine forme d'information politique — la presse, des comptes rendus de presse, des comptes rendus de l'étranger, donc tout ce dont on a besoin pour avoir une bonne vue d'ensemble; et aussi les analyses essentiellement économiques que nous faisons. Voilà en quoi consistait *L'Info 3*.

Pour ce qui est de... comment disais-tu?

Temming — Y avait-il une obligation d'y participer?...

B. — Ah, oui. Le sens de *L'Info* — toute sa fonction telle

que nous l'avons déterminée justement : c'était un moyen contre l'isolement. Nous avons dit : chaque phrase qu'un prisonnier écrit dans *L'Info* est comme un acte, chaque phrase est une action. Et c'était ainsi pour les prisonniers. Nous n'avions rien, aucune possibilité, de faire quoi que ce soit dans l'isolement, sinon justement d'utiliser ce moyen de communication, et ce fut vraiment — si l'on peut dire — un processus radical de collectivisation pour ceux qui ne le connaissaient pas auparavant, car par *L'Info*, chacun savait évidemment de chacun tout ce qu'il écrivait. En somme, c'était tout à fait le contraire de la hiérarchie ou d'une structure de ce genre. Chacun a écrit sur quoi il réfléchissait, ce qui était pour lui un problème, les points où il ne pouvait plus avancer seul, tout en essayant de donner un aperçu politique, en essayant de comprendre la situation et ses conditions afin de pouvoir lutter contre l'isolement, contre l'anéantissement du groupe par l'isolement et dans cette mesure, a naturellement joué un contrôle de chacun sur chacun. Mais cela est une bonne chose, ça n'est pas du tout mauvais. Ce n'est pas une domination, mais sa négation même. Je dirai même c'était : la tentative de garder en taule une structure, qui est justement autre, une structure qui est l'exacte négation de la structure fasciste — et ce, contre la machine qui veut nous la rendre à chacun impossible. Ainsi *L'Info*, c'était tout simplement un moyen pour nous de pouvoir continuer à combattre, même à ce niveau et de la seule façon possible. Et ceci n'est possible pour un prisonnier maintenu dans l'isolement que par l'effort d'analyse, par la détermination. C'est bien sûr une possibilité très limitée, et l'exemple de sa limite est la grève de la faim — elle n'est tout simplement que notre ultime moyen de défense : autrement on ne serait pas obligé de faire la grève de la faim contre l'isolement...

Temming — J'aurais encore une question à poser à propos de la fonction, ou la soi-disant fonction de la discipline.

(Prinzing récuse la question.)

Temming — On pourrait peut-être mieux expliquer cela dans le contexte de la grève de la faim : quelle fonction avait la grève de la faim ? Est-ce que pendant la grève de la faim il a été tenté d'exercer sur les prisonniers qui faisaient la grève, une pression quelconque en leur supprimant *L'Info* ? Donc, premièrement : quelle fonction avait la grève de la faim ? Et deuxièmement : *L'Info* a-t-elle été utilisée pendant la grève de la faim comme un moyen de discipline, pour empêcher quelqu'un d'arrêter la grève ?

B. — *L'Info* n'a jamais été un moyen de discipline ni pendant la grève de la faim, ni à une autre occasion — et venant de qui ? de qui donc ? de chacun de nous, ou quoi ? *L'Info* n'était pas un fouet pour ramener les gens, mais une arme dont chacun de nous avait besoin, c'est-à-dire que c'était une arme parce que c'était un moyen de communication, bien qu'il se soit agi seulement de papier. Peut-être est-ce ridicule de parler d'arme, mais la situation des prisonniers est ainsi. Ils n'ont vraiment aucune autre possibilité dans l'isolement.

Et concrètement, pendant les grèves de la faim, il n'y a eu évidemment aucune pression. La grève de la faim est l'exemple pratique de ce qu'aucune pression ne peut être exercée de toute façon, parce qu'alors les actions seraient impossibles. La grève de la faim a été très longuement discutée entre nous. Fallait-il la faire ou non ? et que pensait le groupe, c'est-à-dire, chaque membre du groupe, des conditions ? L'Accusation fédérale ayant saisi tout le matériel, le sait naturellement fort bien. Aussi toutes ses affirmations ne sont-elles en fait qu'un moyen de diffamation, mais qu'importe. En tout cas, la grève de la faim était le produit, le résultat de la discussion. Et dans la discussion chacun s'est rendu compte s'il pouvait ou non, s'il voulait ou non faire la grève de la faim. Parce que nous savions fort bien ce que cela signifiait : que la situation pouvait vraiment nous conduire à la mort. C'est-à-dire que c'était une condition et c'est toujours une condition du combat : on peut mourir, on peut être abattu. Notre expérience à nous, c'est qu'il n'en va pas autrement en taule. En tout cas, ça a été la décision de chacun, et cela ne pouvait marcher qu'à cette condition. Dans *L'Info*, justement, on peut directement vérifier, dans ce que chacun a écrit, s'il voulait la faire et pourquoi, s'il pensait pouvoir la faire, et évidemment s'il la trouvait juste, la tactique, etc. D'une manière générale si la grève de la faim peut être un moyen, peut être une arme de prisonniers. Nous avons été amenés à considérer que c'en est une pour nous, modeste parce que nous n'en avons pas d'autres. Et pour la grève de la soif, où ça va encore plus vite, c'était tout à fait clair. Par exemple la déclaration d'Ulrike à Berlin, où elle dit que nous ferons sur le champ la grève de la soif, si l'on supprimait encore une fois l'eau à Andreas (comme déjà à Schwalmstadt), c'est-à-dire naturellement s'il mourait. Toutes ces décisions ont été prises collectivement. C'était aussi très simple. On peut même le prouver, mais ce n'est certainement pas ce que nous voulons : il ne nous intéresse pas d'entrer

dans une argumentation juridique pour détruire les mensonges et les falsifications de la presse de la Sûreté de l'Etat. Que nous ayons pu la faire montre bien qu'on était d'accord. Et ceux qui se sont effondrés du fait des conditions mêmes de la grève, du fait de la confrontation totale que cela a représenté — sont évidemment aussi un exemple que cela ne s'est vraiment pas fait sous la contrainte. Ils ont arrêté et cela signifiait pour eux qu'ils ne voulaient plus de toute cette politique, donc de la forme de confrontation que cette politique — la guérilla — implique nécessairement, sans laquelle elle n'est absolument pas pensable — telles sont les conditions — qu'ils ne voulaient plus de cette confrontation, qu'ils voulaient vivre à tout prix. Même si ce n'est que pour continuer à végéter comme un animal, comme une plante dans l'isolement. Ne pas combattre — la rébellion, la guerre révolutionnaire, ce n'est plus leur affaire.

Müller lui-même a arrêté, il a arrêté et il nous a trahis. La manière dont se passe l'effondrement, comme dans son cas, il le montre très clairement : il ne voyait que son ventre et pas une autre politique, c'est pour cela qu'il s'est vendu. Il voulait le marché, et cela, maintenant il l'a. En ceci — qu'il a été complètement bouffé par la Sûreté de l'Etat. Le résultat d'une histoire de trois ans de lavages de cerveau, et il y a des lettres de lui où il décrit cela. Maintenant c'est une tout autre chose.

Temming — Encore une question pour finir. Tu as bien dit que la grève de la faim était une possibilité de combattre, même si elle était limitée : *L'Info* était donc aussi une arme. Combattre contre quoi ? et contre quoi une arme ?

B. — La grève de la faim ?

Contre les conditions de détention, contre l'extermination par l'isolement. Donc parce qu'il était absolument nécessaire de faire quelque chose contre ça. De se battre contre ça et parce que ce combat n'était justement possible qu'à partir de toutes ces conditions. L'expérience nous a montré que tout ce qui a été tenté sur le plan juridique, par exemple les plaintes, et tout ce dont j'ai eu connaissance pendant toutes ces années, — est resté absolument sans effet. Parce que c'est ainsi, comme je l'ai dit au départ : la relation, c'est la guerre.

Toute cette machine montée par la Sûreté de l'Etat, les services secrets, les media et la justice politique, mène une guerre, est une fonction de la « counter-insurgency. » Et les moyens juridiques qui restent encore, sont évidemment complètement impuissants, de simples attrapes. C'est devenu très

rapidement clair. — Ça a été clair pour nous avec Astrid, la première qui ait été vraiment détruite par la section silencieuse. Ensuite Ulrike a été placée dans cette section. Nous n'avons eu, les prisonniers n'ont eu, aucune autre possibilité que la grève de la faim, une action ainsi faite dans la position défensive réellement la plus extrême. Mais menée collectivement, avec détermination, — décidés que nous étions à briser réellement cela, ce moyen employé contre les prisonniers : l'isolement, elle est évidemment aussi une arme, ou en tout cas elle peut le devenir.

(Prinzing l'interrompt à nouveau.)

Zeis — Vous avez affirmé tout à l'heure, en réponse à une question de monsieur l'Avocat, le docteur Heldmann, je crois, qu'il n'y a pas eu dans le groupe d'ordre de tirer. Puis-je vous demander pourquoi alors, au moment de votre arrestation, vous portiez une arme en parfait état de fonctionnement, donc prête à tirer ? Voulez-vous répondre à cette question.

B. — Oh, la barbe ! non.

Prinzing — Quelles raisons juridiques voulez-vous faire valoir ?

B. — Absolument aucune raison juridique ; après tout ce que je viens de dire, c'est vraiment faire l'âne.

*
**

Helmut Pohl — ... Tout d'abord, les deux là en vert sont priés de sortir. J'ai déjà vu ça ce matin, ils peuvent lire mes notes ces deux-là. Par ailleurs, je ne peux pas parler si je reste aussi coincé sur mon siège...

(Après que les flics se soient placés entre lui et Prinzing.) :

...mais oui, faites donc un mur.

Je pars du principe que je n'aurai plus aujourd'hui la chance qu'a eu Klaus Jünschke¹ hier...!

Je commence donc par ce à quoi j'ai directement participé lorsque je suis entré dans le groupe — c'était à peu près au début de 1971. Si je tiens à parler de cette époque, c'est parce que c'est l'essentiel pour comprendre la structure de la « R.A.F. » : toute la dimension que l'on utilise vers l'exté-

1. Klaus Jünschke, un autre prisonnier, membre de la R.A.F., qui la veille avait sauté par-dessus la table et giflé Prinzing.